

Vers une reprise sans emploi ?

note [hussionet](#) n°138, 17 mars 2021

La prévision en période de pandémie est un art difficile, comme le rappelle Jean-Luc Tavernier, le directeur de l'Insee, dans son introduction à la dernière note de conjoncture de l'institut, intitulée « [Un an après ...](#) ». La raison en est simple : « la conjoncture économique reste encore tributaire de l'évolution de la pandémie et des mesures sanitaires qu'elle impose ».

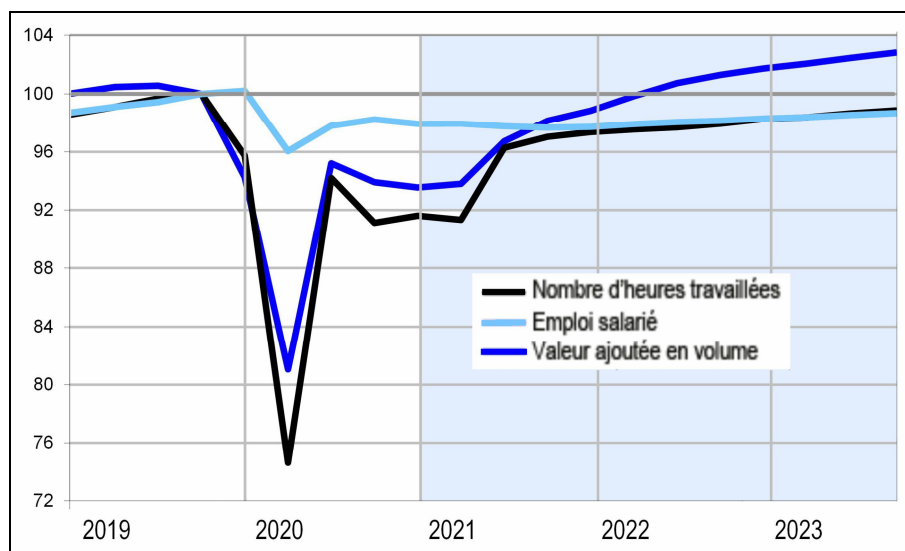
... surtout lorsqu'elles concernent l'avenir

Le directeur de l'Insee en conclut qu'il est bien imprudent d'aller au-delà de la conjoncture immédiate : « beaucoup continuent de publier des prévisions pour les années à venir, en essayant notamment de dater le retour au niveau de PIB de la fin 2019, mais si ces exercices continuent de retenir l'attention médiatique, ils me semblent encore bien fragiles, aussi longtemps qu'on ne peut tabler sur un calendrier de retour à la normale ».

La Banque de France : horizon 2023

La Banque de France relève le défi, dans ses toutes dernières [projections macroéconomiques](#), qui vont jusqu'à la fin de 2023. L'intérêt de cet exercice ne réside pas tant dans les résultats obtenus mais dans la manière dont ils sont obtenus, et dans les évolutions possibles qu'ils mettent en lumière. Ce qui nous intéresse ici est que la Banque de France prévoit une reprise sans emploi.

Cette conjoncture est parfaitement illustrée par le graphique ci-dessous, que nous avons « digitalisé » grâce au logiciel [GetData Graph Digitizer](#). Les données sont [ici](#).



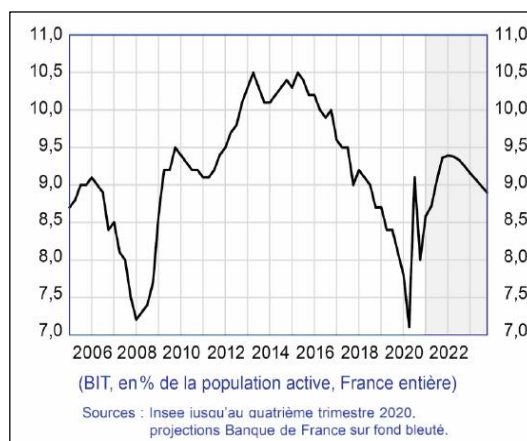
La prévision postule un retour de l'activité à son niveau d'avant-crise (dernier trimestre de 2019) à la mi-2022. Et à la fin de 2023, l'activité aura progressé de 2,8 % toujours par rapport à l'avant-crise.

Mais le plus intéressant concerne l'emploi : le nombre d'heures travaillées recommencerait à progresser mais resterait à la fin de 2023 légèrement inférieur à son niveau d'avant-crise. Le constat est le même pour l'emploi salarié qui serait inférieur de 1,3 % à son niveau d'avant-crise.

Deux questions de détail

Cet exercice soulève deux questions. La première est un détail et porte sur le troisième trimestre de 2021, où l'activité augmenterait de 3,1 %, et le nombre d'heures travaillées de 5,4 %. La productivité horaire du travail reculerait donc de près de 2 %. Il n'y aurait aucune création d'emploi mais un allongement de la durée du travail de 5,6 %. C'est assez curieux.

La seconde question porte sur l'évolution du taux de chômage (voir graphique ci-dessous). Il atteindrait un pic en fin d'année 2021 proche de 9,5 %, selon la Banque de France qui nous rassure puisqu'il serait « très inférieur à ce que nous envisagions encore en décembre ». Puis il commencerait à baisser en 2022 « pour passer en dessous de 9 % en fin d'horizon de projection ». Mais cette projection suppose que la baisse du nombre de chômeurs soit du même ordre de grandeur que les créations d'emplois sur ces deux ans : cela s'est rarement produit dans le passé, voire jamais.



La question essentielle : la durée du travail

Dans une [précédente contribution](#), nous avons montré que la durée du travail était une variable-clé pour la dynamique de l'emploi à venir. Or, les données de la Banque de France sur le nombre d'heures travaillées et l'emploi permettent de calculer la durée du travail implicite dans ses prévisions.

Le constat est très simple : la durée du travail augmente brusquement en 2021, comme signalé plus haut, et retrouve son niveau d'avant-crise dont elle ne décolle plus ensuite. Le graphique ci-dessous combine les données de l'Insee (comptes nationaux trimestriels) et les prévisions de la Banque de France. Il est très clair : la prévision postule un retour à la normale, puisqu'il faut bien rattraper le temps perdu, ce qui suppose aussi un rattrapage de la productivité du travail. Et c'est la condition d'un autre rattrapage : celui du taux de marge des entreprises (la part du profit dans leur valeur ajoutée). Après avoir chuté brutalement, passant de 33,2 % en 2019 à 29,3 %, il devrait augmenter jusqu'à 32,3 % en 2023. Reprise sans emploi mais reprise du profit : la logique économique dominante a ses priorités.

